

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Département Economie

MAITRISE Option « DEVELOPPEMENT »

Mémoire

Pour l'obtention du

Diplôme de Maîtrise ès-Sciences Economiques

**INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET
CROISSANCE ECONOMIQUE : LE CAS DE
MADAGASCAR (2002-2007)**

Impétrant : ANDRINAIVO Fenomanana

Encadré par: Monsieur RAKOTOVAO Heriniaina Andriananja

Jury : RANDRETSA Maminavalona

Date de soutenance : 09 Novembre 2010

Année 2010

REMERCIEMENTS

J'adresse ma gratitude :

- à l'ensemble du personnel du département Economie
- au Chef du Département ECONOMIE M. FANJAVA Refeno pour la disponibilité
- à notre encadreur M. RAKOTOVAO Heriniaina Andriananja d'avoir nous guidé dans nos travaux de recherche
- mes parents, mes frères ainsi qu'à tout ceux et celles qui ; de près ou de loin, ont participé à l'élaboration de ce mémoire.

LISTE DES ABREVIATIONS

BCM : Banque Centrale de Madagascar

DSRP : Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté

GUIDE : Guichet Unique de l'Investissement et du Développement des Entreprises

IDE : Investissement Direct Etranger

IDH : Indicateur de Développement Humain

INSTAT : Institut National de la Statistique

IP : Investissement de portefeuille

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

QMM : Qit Mineral Madagascar

GLOSSAIRES

Capital : Ensemble des biens concourant à la production d'autres biens. Le volume du capital détenu et son efficience, expliquent largement les capacités de production des entreprises.

Le mot capital a de nombreuses acceptions : Technique (moyens de production : machines, bâtiments ...), financier (sommes d'argent), comptable (capital social), foncier (terres), immobilier (maisons, immeubles) et humain, intellectuel (une population formée et éduquée forme un capital important).

Déficit budgétaire : Un déficit apparait quand les dépenses définitives l'emportent sur les recettes définitives.

Devise : Monnaie étrangère ayant une valeur reconnue sur le plan international. Le dollar, la livre, le yen, ...

Intérêt : - Loyer de l'argent. L'argent placé à un certain taux rapporte un intérêt qui dépend de l'importance de la somme placée, du temps de placement, du type de placement. L'intérêt rémunère, dans une certaine mesure, la privation de la liquidité et le dessaisissement d'un certain capital financier.

Investissement : Opération qui permet la formation du capital. On investit quand on achète des moyens de production nouveaux, mais aussi quand on assure la formation des hommes (investissement éducatif). Investir suppose un regard tourné vers l'avenir. On investit aujourd'hui pour en recueillir les fruits demain.

Ne pas confondre investissement et placement (qui est strictement financier).

Investisseur : Personne qui opère en bourse en achetant de grosses quantités d'actions pour contrôler ou du moins peser sur la gestion de la société concernée, ou qui souscrit pour des sommes importantes aux augmentations de capital des sociétés.

Pnb produit national brut : Il concerne la production réalisée, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national, grâce à des facteurs de production fournis par des agents économiques résidents

Privatisation : Cession par l'Etat de la totalité ou d'une partie du capital de sociétés publiques aux personnes privées (particuliers, autres sociétés privées).

Rareté : Notion essentielle en économie. Face à la multitude des besoins, les biens et services disponibles sont en quantité limitée. Rareté signifie également valeur. Tout bien économique qui demande un effort pour se le procurer est rare.

Valeur ajoutée : La valeur ajoutée correspond à la création nette de richesses. C'est la différence entre la production totale et les consommations intermédiaires.

Zone franche : Enclave délimitée géographiquement et dotée d'un statut à durée limitée, qui se caractérise par l'absence de droits de douane et de contrôle à l'importation.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°01 : Le flux d'IDE par type de capitaux de 2002 à 2007	25
Tableau n° 02: L'évolution des flux d'IDE de 2002 à 2007.....	26
Tableau n°03 : Chiffre d'affaires, Valeur ajoutée et Emploi générés par les entreprises à investissement étranger - années 2002 à 2007.....	27
Tableau n° 04 : Produit Intérieur Brut (PIB) en terme nominal et en terme réel et taux d'inflation.....	36
Tableau n°05 : Répartition géographique de l'implantation des entreprises franches.....	37
Tableau n° 06 : Evolution des proportions des produits exportés par les Entreprises Franches pour la période 2002-2006.....	41

SOMMAIRE

Introduction generale

Chapitre I l'investissement direct a l'etranger : Revue de litterature

 Théorie sur l'investissement direct étranger et la croissance économique.

 L'IDE et les variables de la croissance économique.

Chapitre II: l'investissement direct etranger et la croissance economique a madagascar

 Situation de l'investissement direct étranger à Madagascar

 Impact de l'investissement direct à l'étranger à l'économie malgache

Conclusion

Bibliographie

INTRODUCTION GENERALE

Section I : Elément contextuel

L'avènement de la mondialisation favorise l'intégration des économies et des échanges entre les Etats. L'expansion des flux financiers internationaux et des nouvelles sources de financement de la croissance figurent parmi les conséquences de la mondialisation. Les Investissements Directs Etrangers (IDE) offrent des opportunités notamment aux pays en développement de promouvoir leur croissance. Ils constituent un levier pour le développement économique grâce à des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Sous certaines conditions, les IDE améliorent la performance économique des pays d'accueil et rétablissent leur équilibre financier tout en augmentant leur compétitivité internationale. Dans cette optique, la création d'une zone de libre échange incite les investisseurs étrangers à investir leurs capitaux à l'intérieur de ladite zone. L'intégration économique régionale peut accélérer le processus de délocalisation, et donc la mobilité de capitaux qui est une source de création d'emplois, favorisant ainsi l'augmentation de revenu pour les résidents.

Dans cette perspective, les pays en voie de développement ont libéralisé leurs économies pour attirer ces flux. C'est la condition essentielle du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) que Madagascar a entrepris depuis le début des années 1980. Toutes les politiques postérieures n'ont été que le prolongement du PAS en ce sens que ses grands principes ont été retenus que ce soit dans le DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté) ou dans le MAP (Madagascar Action Plan). Madagascar s'engage à développer une économie à forte croissance dans son processus de développement. L'objectif général du pays est de favoriser les secteurs privés pour l'attraction des IDE et l'accroissement de la production destinée à l'exportation. La politique économique malgache repose notamment sur le renforcement de la compétitivité des entreprises nationales sur les marchés régionaux et internationaux. Cet objectif s'inscrit dans la continuité des programmes de développement (PAS, DSRP, MAP).

Section II : Problématique

Ce constat nous amène à nous poser la question : « dans quelle mesure l'IDE influent-ils sur la croissance économique ? »

Nous avons choisi cette problématique car cette question est capitale. Sur le plan technique, les théoriciens tels que La Croix R., 1970 ; Durant Reville L. 1970 ; Bognar J., Kemanses E., 1968, traitent les phénomènes d'apparition d'un IDE dans un pays.

Cette problématique et aussi pertinente sur le plan politique, depuis quelques années, la promotion d'IDE est considérée comme facteur de stratégie de développement dans le pays.

Le gouvernement s'est engagé à créer un environnement économique et institutionnel propice pour attirer les investisseurs étrangers à travers la sécurisation des investissements et de l'allègement fiscal. Dans le MAP, le gouvernement accentuera ses efforts sur l'extension du champ des investissements pour atteindre un rythme de croissance de l'ordre de 8 à 10 en 2010. La somme des IDE est de 84 millions USD en 2005 et doit passer de 500 millions USD en 2012. L'économie est soutenue par des activités orientées vers l'exportation en particulier les zones franches, les tourisms et les mines, tel est l'un des objectifs généraux du DSRP .Ce stratégie nécessite les conditions imposées par le PAS comme la privatisation des entreprises publiques.

Section III : Méthodologie

Pour répondre à cette problématique, notre étude se divise en deux grandes étapes. Nous avons procédé en premier lieu à des recherches documentaires sur la relation entre IDE et la croissance économique. Une revue de littérature dans les bibliothèques universitaires et périphériques, telles que celle de la banque mondiale, de l'institut national de la statistique, du Centre Culturel Albert Camus, etc, ainsi que sur des sites web (OCDE) ont été réalisées. A partir des ouvrages et des revues (Bognar J., Kemanses E., 1968 ; Durand-Reville L., 1970 ; Lacroix R., 1970 etc). Ils parlent tous des capitaux disponibles dans les pays industrialisés. Les investisseurs mobilisent ces ressources par des stratégies permettant la maximisation de leurs profits. Leurs stratégies sont basées sur l'efficacité marginale du capital investie dans le pays d'accueil. Ainsi, grâce à cette revue de littérature, nous pouvons annoncer l'interdépendance théorique entre des variables de la croissance et l'IDE comme l'emploi, le facteur de production, le transfert de technologie, le capital humain, l'investissement domestique et le commerce extérieur. Le but est de dégager une hypothèse concernant l'influence directe et indirecte que l'IDE peut avoir sur cet ensemble.

La deuxième étape est une étude empirique de la politique d'IDE à Madagascar. Nous avons choisi Madagascar en se référant à ses richesses en ressources minérales (l'ilménite, cobalt, nickel, pétrole...) et en facteur de production (travail : main d'œuvre). Cette étude est réalisée par la consultation de documents tels que le DSRP, le MAP. Ces documents nous apportent les diverses politiques et stratégies d'IDE à Madagascaar. Après avoir obtenu ces informations, nous avons recueilli des chiffres auprès de la Banque Centrale de Madagascar

(BCM) et l'Institut National de la Statistique (INSTAT). Ces chiffres nous permettent de voir les rapports des divers stocks et flux d'IDE à Madagascar entre 2002 et 2007.

A partir de ces rapports, nous pouvons réaliser une analyse en se référant à l'analyse économétrique réalisée par Ramalahy M. I. Z., Rajamarison L., 2008, ainsi que les données de la Banque centrale de Madagascar, des données statistiques ainsi que des informations obtenues à partir d'une littérature grise.

Section IV : Plan du mémoire

Afin de mener à bien cette étude, le travail de recherche a été subdivisé en deux. Le premier chapitre traite du cadre général de l'investissement direct à l'étranger. Ce chapitre expose les fondements théoriques de la relation entre l'IDE et la croissance économique. Il comporte deux sections à savoir la théorie sur l'investissement direct étranger et la croissance économique (section I) et la théorie de l'investissement direct à l'étranger dans la croissance économique (section II). La première section explique les différents concepts liés à l'IDE. La seconde section parle de la significativité de l'influence de l'IDE dans les variables explicatives de la croissance économique. Après avoir exposé la corrélation entre IDE et croissance économique, la vérification empirique fait l'objet du second chapitre surtout pour le cas de Madagascar.

Le second chapitre est une étude empirique du cas malgache concernant le lien entre l'IDE et la croissance économique. Il s'agit d'étudier les impacts réels et potentiels des IDE sur la croissance économique. Ce chapitre aborde dans la première section la situation de l'investissement direct étranger à Madagascar (section I). La deuxième section traite des impacts de l'IDE sur l'économie malgache en termes de création d'emploi, d'amélioration de capital humain ainsi que le transfert de technologie et la compétitivité internationale du pays.

Chapitre I
L'INVESTISSEMENT DIRECT A L'ETRANGER :
Reuves de littérature

La croissance économique est un processus fondamental des économies contemporaines. La théorie Keynésienne pose une corrélation entre croissance économique et investissement. L'épargne est le déterminant de l'investissement. Son insuffisance locale sollicite une demande accrue à l'extérieur. Le transfert des capitaux étrangers peut se matérialiser sous forme d'aides, prêts, dons et investissements directs par des agents économiques. Ce dernier fait l'objet de notre étude.

Ce chapitre a pour objet de citer les revues de littérature concernant l'investissement venant de l'étranger. La première section aborde les théories sur l'investissement direct étranger et la croissance économique. La seconde section parle de l'investissement direct étranger et les variables de la croissance économique.

Section I : Théorie sur l'investissement direct étranger et la croissance économique.

L'investissement est l'un des variables macro-économiques constituant une source de croissance économique. L'investissement peut être constitué dans le territoire national par l'Etat et les investisseurs locaux, ou à défaut de capitaux, l'Etat peut faire appel aux investisseurs étrangers. Dans cette section, la lecture des revues de littératures concernant l'investissement direct étranger et la croissance économique ainsi que ses caractéristiques sera abordée.

I- La croissance économique

« *La croissance économique est une augmentation soutenue, pendant une période prolongée, de la qualité des biens et des services matériels que produit en économie* ». (Greenwald D., 1988, p.206). La croissance est donc une augmentation sur une longue période des grandeurs économiques à savoir le produit intérieur brut (PIB), le revenu national, l'investissement... L'indicateur pour la mesurer est le PIB, unitairement évalué en volume ou à prix constants. Le taux de croissance du PIB par habitant est utilisé comme indicateur de l'amélioration du niveau de vie, mais également comme élément d'évaluation de la pauvreté.

La croissance économique est aussi le rapport entre le produit intérieur brut et le prix à la consommation. A cet effet, la croissance peut être positive ou négatives après le calcul de la variation du prix à la consommation.

L'équipement et le bien de production (capital) ainsi que le travail sont les deux principaux facteurs de la croissance. Chaque pays a son propre politique de substitution entre ces deux facteurs principaux de la croissance ; soit, augmenter le capital pour diminuer le travail, soit le cas contraire : c'est la théorie néoclassique. En agissant sur le capital, il faut un autofinancement ou recourir à l'épargne national ou encore demander des capitaux étrangers. Le problème de la croissance économique des pays en voie de développement représente en effet une complication de l'augmentation de la production. Ce problème ne peut être résolu que par le transfert des facteurs de production venant de l'extérieur (Bognar J., Kemanses E., 1968).

La croissance démographique, la formation de capital et le progrès technique sont considérés comme trois facteurs déterminant de la croissance (Greenwald D., 1988).

On peut s'attendre à un niveau de croissance élevée en agissant sur les variables explicatifs de celle-ci. L'investissement est l'un des facteurs de la croissance économique qui a été expliqué plus haut. Quels sont les moyens pour l'acquérir.

II- Notion sur l'investissement

« L'investissement est constitué par toutes les opérations qui ont pour résultat d'accroître le capital, c'est-à-dire le revenu au cours d'une période ultérieure » (Maury R., 1984).

L'investissement est marqué par l'emploi de fonds dans un domaine bien déterminé pour en tirer profit après son exploitation. Il existe une interdépendance entre le revenu et l'investissement. D'une part, le revenu détermine l'investissement. Si le revenu est très bas, il sera consommé selon le modèle Keynésien. Par contre, si le revenu est élevé, l'investissement a une tendance à la hausse. D'autre part, l'investissement détermine le niveau de revenu dans le cas où le volume de capital disponible est plus grand que le revenu collectif qui en découle. Dans ce cas précis, celui-ci peut lui-même croître.

La théorie Keynésienne explique que l'investissement est conditionné par l'épargne. Or, l'épargne est évaluée à partir du niveau de revenu : c'est la propension marginale à épargner.

Il y a une corrélation entre la propension marginale à épargner et l'investissement. La démonstration de Boem Bawerk montre que :

- L'investissement se réalise grâce à une épargne en nature : il faut donc sacrifier la consommation pour que l'épargne augmente (le revenu c'est la somme de la consommation et l'épargne). Cette épargne doit être utilisée pour réaliser ou suppléer l'investissement. En effet, l'investissement accroît le revenu.
- L'épargne constitue l'investissement pour créer un emploi, et l'emploi à son tour crée de la monnaie. (Maury R., Guin J., 1984).

En général, l'investissement peut être classé en investissement public ou privé, et puise ses origines sur le plan national ou au niveau étranger. L'investissement privé national se fait par l'autofinancement des entreprises ou, à défaut des capitaux, par l'emprunt bancaire. L'investissement peut provenir de l'État ou du secteur privé. L'investissement de l'État finance l'infrastructure et les services de base (santé, éducation), alors que celui du secteur privé assure la mise en place des usines et des commerces. L'Etat assure le financement des routes et les écoles ainsi que l'assurance de l'environnement économique pour attirer les investisseurs privés.

L'insuffisance de capitaux dans un pays nécessite un recours extérieur. Ces pays font appel à l'investissement étranger pour assurer la croissance. L'investissement privé étranger se caractérise par l'investissement de portefeuille (IP) et l'Investissement Direct Etranger (IDE).

III- L'investissement étranger

Cette sous section examine les types des investissements étrangers ainsi que ses caractéristiques en particulier l'IDE. Ces types d'investissement se différencient par la participation de son porteur.

1- L'investissement de portefeuille

L'IP c'est l'achat de titre privé ou d'Etat sans intention d'exercer un contrôle. Il est réalisé par des entités non résidentes. « *Sont considérés comme investissement de portefeuille, les investissements réalisés par une entité résidente d'une autre économie dans une entreprise locale et qui ne dépassent pas de 10% des ses actions ou droits de vote* ». (Ramalahy M.I.Z., Rajaomarison L., 2008, p.3). L'I.P n'est donc qu'un titre de participation et d'emprunt. Il est considéré comme un placement international mais ne donne aucun droit de contrôle et de décision de son possesseur. Le dividende est le seul but de son utilisateur.

L'IP peut se faire de deux manières :

- Les prises de participation au capital par le biais d'achat d'actions. La prise de participation est le principe de différenciation entre IP et IDE.
- Le titre de créance comme les obligations étrangères, les bons de trésors étrangers, etc.

2- L'investissement direct étranger

Notion sur l'IDE

L'IDE fait partie de la stratégie de développement. Pour le FMI, l'investissement effectué par une entreprise ou entité résidente d'une économie dans une entreprise résidente d'une autre économie. Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10 pour cent du capital ou 10 pour cent des droits de vote.

« Un investissement extérieur direct correspond à la prise de contrôle de la gestion d'une société d'un pays d'accueil par un citoyen, c'est-à-dire une société de la nation d'origine ». (Greenwald D., 1988, p.536).

L'entrée d'IDE dans un pays nécessite un libéralisme économique ainsi que la présence d'une politique de privatisation dans ce pays. Ces conditions doivent être prévues dans la politique d'investissement de chaque pays. Le libéralisme économique s'explique par la conception de l'économie privilégiant les libertés individuelles et économiques (liberté d'entreprise, liberté des contrats). Les libéraux sont partisans du "laisser-faire, laisser-aller" d'Adam Smith. La privatisation est liée à ce concept de libéralisme et marquée par le désengagement de l'Etat dans l'activité de production en la donnant aux privées.

L'IDE, est le moteur du développement dans le monde. L'IDE amène des usines, des outils, des compétences, des nouveaux produits, l'accès aux marchés, et la compétitivité. Il crée de la valeur et améliore le niveau de vie de la population. L'investisseur étranger ne s'empare pas de la richesse nationale, mais au contraire investit son propre argent dans le pays. Avec cet argent il crée de l'emploi et génère de la richesse qui n'existait pas auparavant. L'IDE partage avec le pays sous forme d'impôts et autres transferts.

L'existence de l'IDE exige un capital via l'extérieur et provenant des agents économiques concernés (investisseurs). L'investissement réalisé par ces derniers a pour but d'acquérir un intérêt. *«Sont considérées comme IDE la transaction initiale (participation :*

au capital social de l'entreprise ou action) et aussi toutes les transactions ultérieures entre les deux parties (bénéfice réinvestie) ». (Ramalahy M.I.Z., Rajamarison L., 2008, p.2).

L'INSTAT et la BCM (2002) définirent comme transactions des capitaux d'investissements directs, les capitaux enregistrés en fonction de leur destination, se décomposent-en :

- Capital social : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,
- Bénéfices réinvestis : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,
- Autres transactions d'investissements directs ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe). Elles couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits fournisseurs entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici, entre les investissements à court et à long terme.

Avant d'investir dans un pays, les investisseurs se réfèrent aux résultats des différentes questions comme : Comment se compare le niveau des impôts ? Est-ce qu'il est facile d'importer des équipements et des matières premières? Quel est le niveau de formation de la population active? La qualité des routes ? L'accueil des fonctionnaires? L'honnêteté du système judiciaire? La prévisibilité de la politique économique et la stabilité politique?

Détermination d'IDE

L'existence de ressources naturelles exploitables est la base du déterminant de l'IDE dans un pays donné. L'OCDE (2002) explique les exemples les plus manifestes de l'effet positif qu'exerce l'IDE sur les exportations sont ceux que l'on observe lorsque les apports

d'investissements aident les pays d'accueil qui connaissent des difficultés financières à utiliser soit leur dotation en ressources (par exemple investissements étrangers dans l'extraction de minerais) soit leur situation géographique (par exemple les investissements dans certaines économies en transition).

La théorie d'avantage comparatif de Ricardo ainsi que la théorie d'Hecksher-Ohlin expliquent une spécialisation dans le bien où l'on a une dotation factorielle. Le pays exporte le facteur de production abondant chez lui et importe ce qui est rare. Les théories d'échange international inspirées par Adam Smith (1776) et Ricardo (1819) paraissent essentielles. Ces deux économistes ont considérés la concurrence et la libre entreprise comme les caractéristiques de leurs théories.

Adam Smith propose une spécialisation d'un pays dans la production de produits où leur coût de production mesuré par « le travail » est inférieur, en échangeant ces produits sur les marchés mondiaux (produits mobiles) dont ce pays en a l'avantage absolu. La technique de production s'est différenciée d'un pays à l'autre. Par contre, pour Ricardo, même si un pays n'a pas d'avantage absolu il pourrait s'échanger en tenant compte de deux produits, à l'instar du vin et des draps avec son avantage comparatif (Teulon F., 2002).

Dans ce contexte, il y a la mobilité de facteur de production (travail) et la mobilité des produits. Cela signifie que les deux pays qui s'échangent, peuvent bénéficier en obtenant chacun les deux produits. Les théories classiques d'échanges internationales agissent également sur la mobilité des produits en fonction du coût de production à travers les avantages absolus ou les avantages comparatifs par rapport au « travail ». Elles ne connaissent pas l'existence du « capital » (investissement). Mais, l'IDE peut être masqué par la vente lors d'échange international, c'est-à-dire que pour obtenir la richesse d'un autre pays, on lui vend les produits d'un pays dont il y a des avantages.

Hecksher, Ohlin et Samuelson, ont inspirés des théories classiques d'échange international. Selon Hecksher-Ohlin, l'échange international est un échange de facteurs abondants contre de facteurs rares (Teulon F., 2002), malgré les techniques de production sont identiques et l'immobilité de facteur de production.

L'économiste américain Paul Samuelson a soutenu ces idées en ajoutant que, dans le cas d'homogénéité des facteurs de production, d'identité de techniques, de parfaite mobilité des produits, l'échange international égalise le prix des facteurs d'une nation à un autre

(théorie d'égalisation des revenus factoriels). Ainsi, selon Samuelson, dans un contexte d'ouverture de l'économie vers l'extérieur, tous les travailleurs devraient être rémunérés au même taux de salaire (à qualification identique), toutes les unités de terre homogène devrait rapporter la même rente foncière dans tous les pays (Teulon, 2002).

La dotation des pays en développement comprend une abondance de ressources minérales, une main d'œuvre peu qualifiée et nombreuse et un faible capital technique. La dotation des pays développés comprend une main d'œuvre qualifiée, beaucoup de capital technique et peu de ressources minérales. Le théorème Hecksher, Ohlin et Samuelson s'énonce ainsi : chaque pays a un avantage comparatif dans l'activité qui utilise intensément le facteur de production dont il est le mieux pourvu. Pour les libéraux, la théorie du libre-échange, démontrée par Smith et Ricardo, est favorable à la croissance économique mondiale et tous les pays y gagnent quel que soit leur niveau de développement.

Le déterminant de l'IDE peut s'inspirer de ces anciennes théories dans la détermination des dotations factorielles. Le pays peut exporter les facteurs abondants chez lui et en important ce qui est rares.

Selon Robert Lacroix (1970):

E_e : efficacité marginale du capital (K) à l'étranger

E_n : efficacité marginale du K dans les pays exportateurs

I_e : taux d'intérêt à l'étranger

I_n : taux d'intérêt du pays exportateur

La condition d'un investissement d'un pays N (pays exportateurs) vers un autre pays E (pays étrangers) se résume dans ces 4 inégalités fondamentales :

$$E_e \geq I_e$$

$$E_e \geq E_n$$

$$I_n \leq I_e$$

$$\text{Et par suite } E_e/I_n \geq E_n/I_e$$

Ainsi, il peut y avoir un mouvement de capital dès l'instant où le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital sont tous les deux inférieurs dans le pays d'origine par rapport à ceux de l'étranger. Le taux d'intérêt se trouve alors inférieur à l'efficacité marginale du capital à l'extérieur.

A partir de cette théorie, on sait que l'efficacité marginale est décroissante avec l'augmentation de sa quantité, donc, les capitaux passent des pays à une abondance de capital vers les pays demandeurs. Le rendement de ce dernier est plus élevé.

Dans la stratégie de firme, on constate aussi une abondance en capital au niveau national. C'est pour cela que les firmes multinationales cherchent d'autres débouchés à l'extérieur de son pays. La minimisation de coût se réalise par l'installation d'une entreprise dans le pays où il y a une forte demande de son produit. L'objectif de cette stratégie est de retirer le droit de douane, profiter de la main d'œuvre à bon marché, etc.

Le mouvement de capital est fait d'un pays où le taux d'intérêt est faible vers un pays où le taux d'intérêt est élevé (Lacroix R., 1970).

Dans le pays d'accueil, de son côté, malgré la déficience de l'épargne (l'épargne est inférieur à l'investissement) et l'insuffisance de devise dans le territoire, le gouvernement est obligé de faire appel aux investisseurs étrangers. L'IDE est l'une des solutions pour ce double déficit (épargne et devise). L'exigence des conditions imposées par les entrepreneurs étrangers par contre doit être respectée par le pays d'accueil à savoir :

- La stabilité politique : bonne gouvernance ;
- La stabilité économique : l'inflation, taux de change, etc.
- La règle juridique : code de travail, droit de propriété...

Les conditions inéluctables à l'investissement étranger ne sont pas seulement la situation économique entre les pays mais il est important de déterminer le rendement attendu. (Lacroix R. ; 1970)

Avant d'investir dans un pays, les investisseurs estiment diverses variables économiques. Ramalahy M.I.Z., Rajamarison L. (2008) citent quelques variables déterminants qui attirent l'IDE dans les pays récepteurs :

- Le PNB/hab : c'est un indicateur de mesure de revenu net de l'économie ainsi que le débouché pour la production des FMN.
- Le taux de croissance du PIB au service de la dette extérieure totale : les FMN peuvent refléter l'environnement économique du pays surtout l'environnement d'investissement. Ils peuvent estimer la crédibilité du pays et son profit envisagé.
- La FBCF privée : c'est un indicateur de la réussite des politiques pour la promotion des investissements privés et par conséquent traduit la facilité des opérations privées.
- Le taux d'inflation : c'est un indicateur de la stabilité macro-économique du pays.
- Taux de pression fiscale : le principal objet de l'IDE est les opérations d'importation et d'exportation.
- Le crédit local fourni par le système bancaire : cet instrument détermine la disponibilité des crédits et de l'intermédiation financière.
- Le taux de change effectif réel : c'est l'indicateur de compétitivité à l'importation et l'exportation.
- L'indice de l'ouverture de l'économie vers l'extérieur : cet indicateur détermine la relation et les opérations du pays avec le reste du monde.
- Le taux d'intérêt international : détermine le coût d'opportunité de la décision d'investissement, c'est-à-dire le gain.

Condition d'intégrité d'IDE

Chaque pays a sa propre règle (code d'investissement). Ces règles déterminent le droit et l'obligation des investissements étrangers. L'investisseur est obligé de suivre et appliquer ces règles qui sont applicables d'un pays à un autre, comme :

- Insertion de l'investissement dans le plan de développement du pays,
- Contribution à l'amélioration de la balance commerciale et de la balance des paiements,
- Utilisation des matières premières locales,
- Obligation d'avoir un siège social sur place,
- Obligation de tenir une comptabilité locale selon un plan comptable agréé,
- Construction d'un capital minimal,
- Contrôle par l'Etat du financement et du fonctionnement,
- Fixation de délais pour la réalisation de l'investissement,
- Présentation et application d'un plan de production comportant fréquemment des classes d'extension graduelle de l'investissement,
- Fixation ou contrôle des prix par l'Etat, etc....

Les pays d'accueil engagent les investisseurs à satisfaire les besoins du marché intérieur. Dans ce cas, le pays minimise la demande d'importation. A vrai dire, les investisseurs doivent faire une substitution à l'importation. L'IDE est à cette effet doit satisfaire les demandes à l'intérieur du pays d'accueil.

L'IDE peut être considéré comme une transaction internationale. Son enregistrement dans la balance des paiements est obligatoire et le flux ayant relié les divers secteurs de l'économie nationale au secteur extérieur pendant une période donnée. (Lacroix R.1970).

Le principe du contrôle des prix dépend de régime économique et politique d'un pays (Libéralisme, Etat interventionniste...). Certain pays demande un réinvestissement dans le pays d'accueil pour une création d'emploi. (Durand-Reville L., 1970).

L'IDE existe à partir de l'initiative des investisseurs. Ces investisseurs cherchent la meilleure opportunité pour maximiser son profit. Pourtant, l'IDE peut favoriser aussi la croissance économique du pays d'accueil parce que l'IDE améliore les variables explicatives de la croissance.

Section II : L'investissement direct étranger et les variables de la croissance économique.

Nous avons défini la croissance économique ci-dessus comme une augmentation sur une longue période des grandeurs économiques. L'augmentation de ces grandeurs a déduit des effets positifs des certains variables explicatifs à la croissance économique. Cette section les cite les effets apportés par l'IDE à ces variables. L'analyse d'un projet d'investissement pour être complet et convaincant devrait toujours être effectuée de deux points de vue différents, de celui de l'investisseur et de celui du pays d'accueil. (Durand-Reville L., 1970).

I- L'IDE vis-à-vis du pays d'accueil.

Dans cette sous section, la corrélation entre l'IDE et les variables explicatifs de la croissance économique sera abordée de manière approfondie.

1- L'IDE et l'emploi

L'IDE apporte des effets directs sur l'emploi à vraie dire dans la diminution de taux de chômage. Ce phénomène est concrétisé par l'embauchage auprès de la nouvelle firme implantée. Il y a donc une augmentation de revenu des ménages ainsi que le revenu national.

Les études conséquentes sur le rôle des IDE comme vecteurs de la croissance économique à travers l'amélioration de l'emploi sont marquées par le transfert de savoir faire et d'expertise. Les ouvriers sont formés à manipuler les nouveaux équipements, et il y a une création d'emploi par le phénomène d'imitation. (Durand-Reville L., 1970).

La présence des firmes multinationales (FMN) élève le niveau de concurrence dans les pays d'accueil. L'apparition du marché en amont et en aval dans le pays domestique constitue une création d'emploi locale. Ces nouveaux emplois proviennent de l'accroissement de la demande locale. Les investisseurs locaux deviennent à leur tour des fournisseurs.

Pour l'OCDE, la plupart des études économétriques concluent que l'IDE contribue à la fois à la croissance de la productivité des facteurs et à celle des revenus dans les pays d'accueil. Théoriquement, la croissance de la productivité et celle du revenu des ménages sont fondées sur l'amélioration de condition d'emploi.

Les entreprises de type filiales qui agissent sur l'activité « opération d'assemblage », sont attirées par l'abondance du travail bon marché. Elles créent donc beaucoup d'emploi non qualifié et instable. Les firmes étrangères créent aussi des emplois indirects qu'il est difficile

de saisir statistiquement par l'effet d'entraînement. Les effets directs de l'IDE peuvent s'apprécier dès lors que leur impact soit identifiable et mesurable dans le cas où les informations sont disponibles et fiables.

2- L'IDE et le facteur de production

Le double déficit des pays en voie de développement est marqué par la déficience de l'épargne et de devises. L'épargne est insuffisante si on a une forte consommation dans le pays selon les Keynésiens. La déficience en devises provient du déficit de la balance commerciale. L'économie d'un pays peut être une économie exportatrice ou une économie de subsistance nationale. L'exportation est donc très faible par rapport à l'importation. La résolution de ce problème est de faire appel à l'IDE, car il peut valoir en devise (argent étranger venant d'un autre pays) et épargner en raison de sa destination (investissement). L'IDE constitue un apport additionnel de capital qui va s'ajouter au stock du pays d'accueil ainsi qu'à sa réserve en devises. (Durand-Reville L., 1970).

En outre, l'IDE procure une formation de capital et une valeur ajoutée. Il augmente le volume de production qui va à son tour accroître le PIB. L'effet direct de l'IDE est aussi apparu dans la balance des paiements du pays. « *La littérature relève que les IDE dans les pays en développement s'accroissent significativement avec le PNB par habitant et le taux de croissance du PNB alors que le taux d'inflation ; le déficit de la PB, les coûts des facteurs de production et l'instabilité politique les repoussent* ». (Ramalahy M.I.Z., Rajamarison L., 2008, p.23).

3- L'IDE et le transfert de technologies

Outre les capitaux, les IDE représentent une technologie plus performante. L'emploi de la nouvelle technique de l'information et de communication ainsi que l'implantation des industries lourdes, l'effet de démonstration (de la probabilité de l'activité) ainsi que l'effet d'imitation sont les privilèges tirés par l'IDE. Les pays d'accueil peuvent copier le modèle sur les stratégies utilisées par les investisseurs étrangers.

Les IDE permettent la diffusion du progrès technique par des effets d'entraînements et par le transfert des connaissances, notamment par l'acquisition de nouvelle technique de production. Les IDE permettent d'introduire dans les pays d'accueil de nouvelles technologies

ainsi que des compétences managériales dans le cas où la population d'accueil soit en grande partie alphabétisée et que l'environnement économique soit favorable au développement.

L'OCDE (2002) classe le transfert de technologies et leur diffusion s'opèrent par le biais de quatre mécanismes interdépendants : les liaisons verticales avec les fournisseurs ou les acquéreurs dans les pays d'accueil ; les liaisons horizontales avec des entreprises concurrentes ou complémentaires de la même branche ; les migrations de personnel qualifié ; et l'internationalisation de la recherche de développement.

Les ouvriers sont formés par l'employeur avant de rejoindre son poste. Cet acte est caractérisé par un transfert de savoir faire et une accumulation de connaissance : c'est le phénomène d'apprentissage. A la fin du projet d'investissement, vu l'expérience que les ouvriers locaux ont vécu et acquise, la connaissance ainsi que l'expérience constituent une nouvelle compétence dans ce domaine. L'IDE peut induire l'existence de produits de marques ainsi que des techniques de marketing dans le pays d'accueil. Bon nombre d'entreprises multinationales aident les fournisseurs locaux à acheter les matières premières et les biens intermédiaires pour améliorer la technique de production.

Selon Durand-Reville (1970) : l'entreprise privée apporte les éléments essentiels du développement :

- La capacité d'initiative,
- La capacité d'organisation,
- Le savoir faire, c'est-à-dire l'avance technique des spécialistes indispensables,
- La compétence, l'efficacité,
- Et les moyens d'entretenir la croissance.

De plus, les IDE peuvent avoir des effets d'entraînement dans le domaine des infrastructures. Les transferts de technologies sont peut-être le principal mécanisme par lequel la présence de sociétés étrangères peut avoir des externalités positives dans l'économie d'accueil en développement.

4- IDE et le capital humain

Les rôles IDE dans la croissance économique à travers l'amélioration du capital humain sont marqués par un changement technologique introduit par les firmes multinationales (FMN). Le changement technologique peut provoquer des effets d'imitation et d'entraînement dans le secteur industriel. *« Il est clair que la formation de la main d'œuvre locale et l'accession de cadres locaux aux postes de responsabilité et de direction constituent le moyen essentiel de « naturalisme » des entreprises privées étrangères ».* (Durand-Reville L., 1970, p.227).

L'offre d'emploi par les FMN doit nécessiter des mains d'œuvres qualifiées. La qualité des ces ouvriers est déterminée par leur niveau d'instruction. Cette condition induit un renforcement de capacité ramené par l'aménagement de l'enseignement supérieur et des formations professionnelles.

Pour l'Organisation de la Coopération et de Développement Economique (OCDE,2002), *« la présence des FMN dans un pays d'accueil pourrait être un élément clé du développement des compétences. En effet, les compétences acquises en travaillant pour une entreprise étrangère peuvent prendre une forme non quantifiable, il s'agit bien évidemment des savoirs tacites, c'est-à-dire difficiles à codifier et à formuler ».* Le meilleur moyen, pour les pays en développement, d'acquérir le savoir contenu dans le processus de production des économies les plus développés pourrait donc être la présence d'entreprises étrangères dans l'économie nationale. L'IDE rapporte une animation économique sur la formation professionnelle et technique qui est induit par l'effet d'entraînement.

La présence des FMN dans un pays d'accueil, selon l'OCDE (2002), pourrait être un élément clé du développement des compétences d'autant plus que certains savoirs sont impossibles à transmettre par écrit. Un pays qui à une dotation en capital humain ont la capacité d'attirer des investissements étrangers. Néanmoins l'arrivé de l'IDE peut améliorer le capital humain dans le pays d'accueil. A partir du moment où des individus sont employés par des filiales d'entreprises multinationales, leur capital humain peut être encore amélioré par une formation et un apprentissage sur le tas.

Les normes de travail appliquées dans le pays d'accueil est aussi une condition nécessaire pour attirer les investisseurs. Ces derniers exigent un minimum d'instruction et le capacité d'adaptation de la population dans le pays d'accueil.

5- IDE et les investissements domestiques

L'existence des effets d'entraînement en amont et en aval grâce à l'opportunité d'investissement offerte par l'IDE (Crowding-In effects) a des impacts positifs dans les investissements domestiques. Des études théoriques considèrent qu'il existe également des effets possibles de complémentarité entre les IDE et les entreprises domestiques.

« *Le World Development Report de 2001, avance que l'effet positif des IDE sur l'investissement domestique se manifeste à travers plusieurs canaux tels que :*

- *l'accroissement de la concurrence et de l'efficacité,*
- *la transmission des techniques de contrôle de qualité à leurs fournisseurs et,*
- *l'introduction d'un nouveau savoir-faire (effet de démonstration des nouvelles technologies). Les FMN peuvent aussi pousser les entreprises locales à améliorer leur gestion ou à adopter les techniques de commercialisation employées par les multinationales sur le marché local ou mondial ».*

Les FMN peuvent aussi pousser les entreprises locales à améliorer leur gestion ou à adopter les techniques de commercialisation employées par les multinationales sur le marché local ou mondial. L'IDE est un outil d'accroissement des recours en capitaux domestiques d'après l'OCDE.

6- IDE et le commerce extérieur

La politique économique du pays sur les échanges commerciaux mondiaux joue un rôle important dans la relation entre l'IDE et le commerce extérieur. L'exportation des FMN favorise l'entrée des devises dans le territoire national. Un pays est susceptible de présenter au niveau de marchés mondiaux grâce aux filiales ou succursales implantées dans son territoire.

Le principal intérêt de l'IDE pour les pays en développement en matière d'échanges tient à sa contribution à long terme à l'intégration de l'économie d'accueil dans l'économie mondiale. Dans cette mesure, le volume des importations ainsi que des exportations augmente.

Il existe trois avantages pour les FMN dans le commerce mondial. Ramalahy M.I.Z., Rajamarison L., (2008) exprime trois facteurs qui dirigent les IDE dans un pays, à savoir :

- Les avantages liés aux dilatations spécifiques et intégrables des entreprises à travers la concurrence imparfaite (ownership advantages) ;
- Les avantages comparatifs, ainsi que les opportunités liées à l'internalisation des coûts de transaction (ou internalization advantages).
- Enfin, les avantages liés à la localisation des avantages (localization advantage), c'est aux caractéristiques propres du pays d'accueil d'effectuer le choix de la localisation.

La relation directe entre les exportations du pays d'accueil et les IDE présentent une augmentation de la propension à exporter. L'IDE peut être considéré comme un facteur de soutien des exportations.

II- L'IDE vis-à-vis de l'investisseur et son pays d'origine

La détermination de l'investissement privé dépend de la décision des opérateurs économiques. Leur intention d'investir dépend de son rendement futur dans ce projet. Les facteurs réels et les facteurs financiers sont aussi considérés comme deux catégories de déterminants de l'investissement privé. (Ramalahy M.I.Z., Rajamarison L., 2008). Les facteurs réels concernent les avantages réels des agents économiques comme le coût d'opportunité et le débouché. Ces facteurs réels produisent un effet accélérateur de la croissance économique. Les facteurs financiers constituent un effet traditionnel du taux d'intérêt. Ils s'inspirent de la théorie économique keynésienne sur la relation entre l'investissement et le taux d'intérêt. Le taux d'investissement est une fonction décroissante du taux d'intérêt.

Le libéralisme économique se justifie par le taux d'ouverture de l'économie et le taux de croissance du PIB.

- La croissance du PIB garantit la rémunération et la rentabilité des investissements dans le pays d'accueil.
- L'ouverture de l'économie à l'extérieur assure le libéralisme économique. L'objectif des entrepreneurs est d'intégrer au marché mondial. A cet effet, ils peuvent satisfaire les demandes mondiales, et de faire l'avantage comparatif de son profit.

Les FMN en raison de sa mode de production peuvent faire une économie d'échelle. Cette dernière est marquée par une diminution de prix. Les FMN agissent ainsi sur tous les niveaux de capacité technologique locale de la productivité. Ces firmes profitent de la faiblesse des coûts du travail et aussi de la qualité de la main-d'œuvre aux taux de salaire très bas.

Les stratégies des FMN sont d'implanter dans un pays là où il y a une abondance en matière première. Elles limitent l'importation des facteurs de production afin de minimiser son coût.

Le pays d'origine peut profiter du revenu versé par ces FMN pour le calcul de son Produit National Brut (PNB).

La revue de littérature montre une corrélation positive entre l'IDE et la croissance économique du pays d'accueil. Ce phénomène n'est pas forcément adapté quelque soit le pays étudié. Ce deuxième chapitre nous montre la relation entre l'IDE et la croissance économique à Madagascar.

Chapitre II
L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER
ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR

L'IDE a une corrélation étroite dans les variables explicatives de la croissance. Le développement des nouveaux pays industrialisés est en général basé sur le transfert de capitaux étrangers. Les avantages nets de l'IDE ne sont pas automatiques. La vérification de cette étude dépend du pays étudié. Dans ce second chapitre, l'étude de l'IDE à Madagascar nous conduit à analyser la situation de l'investissement à Madagascar ainsi que son impact dans l'économie malgache.

Section I : Situation de l'investissement direct étranger à Madagascar.

Cette section aborde la vision générale de l'IDE à Madagascar ainsi que le système de l'IDE à Madagascar. L'évolution de l'IDE à Madagascar sera citée aussi, dans cette section, avec l'origine des capitaux d'IDE. Enfin, la situation économique de Madagascar et sa politique pour d'IDE à Madagascar feront aussi l'objet de cette section.

I- Vue général de l'IDE à Madagascar

Selon l'OCDE En 2000, l'ensemble du continent africain (à l'exception de l'Afrique du Sud) a enregistré des entrées d'IDE estimées aux alentours de 8.2 milliards de dollars. La destination des IDE en Afrique est presque concentrée dans les pays pétroliers comme l'Angola, Nigeria et les pays riches en ressources naturelle comme le Ghana, l'Ouganda et la République Démocratique de Congo. (Ramalahy M.I.Z., Rajamarison L., 2008). Pour tirer le maximum de profits de la présence d'entreprises étrangères, il est essentiel que les entreprises disposent de conditions propices. A Madagascar, l'instabilité politique (1991, 2002, 2009) successive dans le pays détruit son image économique. Des divers facteurs comme l'insécurité politique, la corruption, l'insécurité sont aussi considérés comme autant de facteurs de blocage.

Néanmoins, Madagascar offre de nombreuses opportunités aux investisseurs étrangers par ses offres de matières premières. Madagascar a des facteurs abondants en termes de ressources naturelles. On trouve toujours des FMN qui investissent dans le pays, à savoir le groupe QMM (Qit Mineral Madagascar) qui exploite l'ilménite à Fort Dauphin, le groupe Dynatec à Ambatovy pour le Cobalt, et le nickel à Soalala.

II- Système de l'IDE à Madagascar.

La règle en vigueur sur la détermination de l'investissement à Madagascar est composée par le code des investissements et le décret N° 99-954 du 15 Décembre 1999. Ce décret est relatif à la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement

(MECIE). Les règles appliquées en termes d'investissement à Madagascar comme dans les pays en développement sont des règles incitatives.

Madagascar ne cesse de chercher des moyens pour améliorer l'environnement de l'investissement national ou étranger dans le pays. La mise en place de Guichets Uniques des investissements et du Développement des Entreprises (GUIDE) en 2003 limite la complication des conditions de création d'entreprise. La mise en place du GUIDE incite les investisseurs car il regroupe les représentants des différents ministères et/ou départements ministériels. Ainsi, les procédures de création d'entreprise peuvent être accomplies dans un même bureau.

III- L'évolution de l'IDE à Madagascar

Les recours en IDE représentant en moyenne 15 % de formation brute de capital dans les pays en développement, l'investissement étranger vient utilement compléter le capital fixe d'origine locale et ne constitue pas une source essentielle de financement. En 2000, Selon l'enquête de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), les entreprises des IDE à Madagascar se concentrent essentiellement dans deux branches :

- Activités de fabrication (44%), et
- Commerces (22%).

L'investissement direct étranger est passé de 10 millions de dollars US en 1996 à 120 millions en 2001. Le taux d'investissement privé passe à 7% du PIB en 2001 contre 4% en 1997. Le taux de croissance moyen de l'économie est de 4,5%. Le

Tableau n°01 : Le flux d'IDE par type de capitaux de 2002 à 2007.

Unité : Milliards MGA

Rubrique	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Capital	29,4	16,4	34,4	47,6	43,6	98,0
Bénéfices réinvestis	19,4	-7,4	25,3	58,8	105,5	33,1
Autres transactions	34,7	109,2	118,2	65,9	481,5	1 325,8
Flux d'IDE	83,5	118,2	177,9	172,3	630,3	1454,9

Source : INSTAT/BCM-2007/2008.

Les capitaux d'IDE sont éclaircis en capital social, bénéfice réinvesti et autres transactions. Le flux d'investissement ne cesse d'augmenter d'une période à une autre de 2002 à 2007. Il faut noter que durant la crise de 2002, beaucoup d'entreprise ont fermé leurs

portes pour entamer le chômage technique. La reconnaissance du gouvernement après la crise, donne naissance à une augmentation annuelle du volume de stock des IDE.

Entre la période de 2002 et 2004, le stock des investissements est passé de 83,5 à 118,2, soit une augmentation de 41,56 pour cent grâce à un accroissement des autres transactions venant de l'extérieur. Les autres transactions sont composées des emprunts à plus d'un an, des emprunts à moins d'un an, des apports en compte courant et des crédits commerciaux. Ce flux d'IDE ne cesse d'augmenter dans l'année suivante de l'ordre de 50,50 pour cent. En 2005, on observe une baisse par rapport à l'année précédente due à une diminution des autres transactions. Par contre, le flux de capital a augmenté entre ces deux périodes. Entre 2005 et 2006, il y a une forte croissance du taux de croissance de flux d'IDE de l'ordre de 265,82 pour cent, cette augmentation est de 130,83 pour cent en 2007. En général, le stock d'investissement étranger est passé de 83,5 milliards MGA en 2002 à 1454,9 milliards MGA en 2007, soit une augmentation de 1642,40 pour cent.

Tableau n° 02: L'évolution des flux d'IDE de 2002 à 2007.

Type d'investissement	2002	2003	2004	2005	2006	2007
IDE (milliards MGA)	83,5	118,2	177,9	172,3	630,3	1 456,9
IDE (en % du PIB)	1,4	1,7	2,2	1,7	5,3	10,5

Source : INSTAT/BCM-2007/2008

Ce tableau traite de l'évolution des flux d'IDE à Madagascar et le part de cet IDE par rapport au PIB. La contribution de l'IDE dans le PIB est insuffisante ou médiocre entre la période de 2002 à 2005 qui est en moyenne 1,75 pour cent du PIB. En 2006, on constate un accroissement de flux d'IDE par rapport au à l'année précédente, soit une croissance de 265,82 pour cent. Cet accroissement de flux influe l'évolution de l'IDE en pourcentage du PIB de l'ordre de 211,76 pour cent par rapport à l'année précédente. En 2007, trois pays, à savoir le Canada, la France et l'Ile Maurice se sont distingués du lot. Les capitaux étrangers reçus par les entreprises exerçant à Madagascar se sont chiffrés à 1 456,9 milliards d'Ariary en 2007, représentant 10,5% du PIB. En d'autres termes, la vitesse de croissance des investissements étrangers est plus élevée par rapport à celle du PIB au prix courant.

Tableau n°03 : Chiffre d'affaires, Valeur ajoutée et Emploi générés par les entreprises à investissement étranger - années 2002 à 2007.

Part de capital	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Chiffre d'Affaires (10⁹ MGA)	841,2	912	1 574,2	2 202,2	2177,0	3 290,9
Valeur Ajoutée (10⁹ MGA)	172	196	427,2	493,0	658,0	1 079,8
Emploi	30 771	44 129	51 717	56 667	56 636	65 121

Source : INSTAT/BCM-2004/2005-2006-2007/2008.

Ce tableau traite de l'impact de l'apport des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malgache, particulièrement, en termes de valeur ajoutée, la valeur ajoutée et en termes de création d'emploi. Le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée ainsi que l'emploi créé sont des variables clés pour mesurer la performance et le poids de capitaux étrangers dans le pays d'accueil

Depuis 2002, on constate une évolution des chiffres d'affaires, des valeurs ajoutées et des ressources humaines des entreprises d'IDE. Le chiffre d'affaires des entreprises d'investissements directs étrangers est passé de 841,2 à 912 milliards d'Ariary courant entre 2002 et 2003, soit un taux de croissance de 8,4 pour cent. Ainsi, entre 2003 et 2004, ce taux est évalué à 72,61 pour cent. En ce qui concerne l'emploi, l'effectif des emplois créé entre ce période (2002 à 2004) est passé de 46 129 à 49 439 personnes entre 2003 et 2004. L'accroissement l'emploi s'explique par le dynamisme des entreprises nouvellement créées. En 2005 le chiffre d'affaires des entreprises d'IDE est de 2 202,2 milliards d'Ariary qui présente une croissance de 39,9 pour cent par rapport à l'année 2004. Par contre, la croissance de l'emploi n'est que 9,6 pour cent dans la même période. Ce phénomène est identique pour l'année suivante : le chiffre d'affaires est passé de 3 290,9 millions d'Ariary en 2007 conte 2 177 milliards d'Ariary en 2006, soit une croissance de 51,2 pour cent et la croissance de l'emploi est de 15 pour cent.

Le taux de croissance de la valeur ajoutée des entreprises à capitaux étrangers en 2003 a été de l'ordre de 13,96 pour cent par rapport à l'année 2002. Ce taux croît en proportion égale aux taux de croissance du chiffre d'affaires pour chaque année.

IV-Origine des capitaux d'IDE

Les résultats des enquêtes effectués par l'INSTAT et la Banque Centrale de Madagascar (BCM) prouvent que les résultats des niveaux par zone géographique des stocks

des IDE montrent l'importance de l'Europe comme origine des investissements à savoir la France, le Luxembourg et la Belgique. Entre 2002 et 2003, La France occupe les 52 pour cent des capitaux étrangers à Madagascar. L'Ile Maurice représente la seconde place avec une part de 26 pour cent du total des IDE. En 2004, quatre pays: la France, l'Ile Maurice, le Luxembourg et la Suisse ont une importance d'apports en matière d'investissements à Madagascar. Ils occupent les 80 pour cent des stocks d'IDE dans le pays. Entre 2004 et 2005, la France a représenté près des 38% des capitaux étrangers, l'île Maurice a été en deuxième position avec un apport de plus de 20% des capitaux étrangers et la Chine a détenu près des 15% des capitaux étrangers. Depuis 2006, les principaux pays partenaires de Madagascar en termes d'IDE sont le Canada avec des activités extractives qui représentent 38% du stock d'IDE, suivi par la France avec 24% et l'Ile Maurice avec 10,7%. A cet effet, le Canada est devenu le premier pays investisseur direct à Madagascar en 2006. En 2005, sa part ne représentait que 8,0% des stocks d'IDE. Dans ce période, la part de France est baissée de 10%.

V- La situation économique de Madagascar

Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) avance qu'avant les années 80, l'économie malgache est caractérisée par une croissance économique trop modeste par rapport à la croissance démographique pour permettre une réelle amélioration des conditions de vie des populations. Madagascar est un pays à faible revenu en raison d'une faiblesse de croissance économique qui résulte d'un niveau insuffisant de l'investissement (moins de 15% du PIB) et un taux démographique relativement élevé (de l'ordre de 2,8 %).

L'adhésion à l'adoption du Programme d'Ajustement Structurel (libéralisation du taux de change, libéralisation du commerce intérieur, dérèglementation des prix, désengagement de l'Etat des activités de production et de commerce, libéralisation des importations...) vers le début des années 1980, a permis d'atteindre une croissance économique positive en termes réels à la fin de la décennie, même si l'inflation est restée à un taux moyen relativement élevé de 16% par an. Ce programme favorise l'économie malgache orientée vers une économie de marché. Il a été soutenu par la communauté des bailleurs de fonds.

VI- Politique d'IDE à Madagascar

Les principaux objectifs pour atteindre une croissance économique sont de favoriser l'investissement. Pour ce faire, il faut maîtriser la politique économique du pays, accroître

l'épargne nationale et de recourir à l'épargne internationale par le biais de l'investissement direct étranger.

La part d'investissement à Madagascar est caractérisée par une continuité entre trois grands événements économiques à savoir : la mise en place de la PAS, l'adoption de quelques réformes et politiques qui ont été établies dans le DSRP (2003, p.12) et le Plan d'Action pour Madagascar (Madagascar Action Plan : MAP) :

Selon le rapport de gouvernement, dans le cadre de son programme d'ajustement structurel, Madagascar a appliqué une politique budgétaire contrôlée (réduction du déficit budgétaire), une politique financière prudente (maîtrise de l'inflation et de l'expansion de la masse monétaire) et des réformes sectorielles (privatisation, libéralisation, indépendance de la Banque centrale) qui ont conduit à l'augmentation de l'épargne privée et du crédit à l'économie et, par voie de conséquence, à l'accroissement de l'investissement. À Madagascar, le taux d'intérêt est un instrument de la politique monétaire entre les mains de la Banque centrale ; Il reste cependant flexible.

En 1997, la croissance économique a dépassé la croissance démographique qui était de 2,8 pour cent et en 1998, ce taux a atteint 4 pour cent grâce à une hausse des investissements dans l'immobilier, une forte croissance dans le commerce, dans les secteurs des services tels que les télécommunications et le tourisme ainsi que dans les zones franches industrielles. L'État s'est désengagé du secteur de la production et de la distribution pour se consacrer davantage à son rôle d'encadreur accordant ainsi plus d'importance au domaine social et en mettant en place les infrastructures nécessaires au développement du secteur privé.

À cet effet, il continuera à soutenir les plates-formes de concertation État-secteur privé, et il instaurera un climat favorable à l'investissement et au commerce. Le gouvernement, par l'intermédiaire du Comité technique de la réforme du secteur public (CTRP), a réformé la fonction publique et a entamé des efforts pour améliorer la qualité du secteur public. Pour améliorer la qualité de la main-d'œuvre locale, l'État a mis en place un ministère chargé de la formation professionnelle et de l'enseignement technique.

L'État a éliminé toute entrave à la mise en place d'un environnement concurrentiel, pour instaurer plus un climat sain et loyal. Il veillera à ce qu'il y ait égalité de chance à tous les acteurs de la vie économique et mettra en place une structure pour régler les litiges dans le domaine du commerce. Une politique foncière plus libérale est également mise en place.

Enfin, la sécurisation des biens et des personnes constitue une des priorités de l'État. Afin d'améliorer les recettes fiscales et diminuer progressivement les dépendances vis-à-vis des recettes de portes, l'administration a pris un certain nombre de mesures telles que l'élargissement de l'assiette de la TVA tout en maîtrisant l'inflation, l'instauration du droit d'accise, la restriction des exonérations, l'augmentation des contrôles dans l'attribution de régimes fiscaux et douaniers spéciaux et la réorganisation de l'administration fiscale et douanière pour pouvoir augmenter la pression fiscale de 3 points de pourcentage du PIB.

Madagascar a adopté un ensemble de lois régissant les procédures d'importation, les droits de douane, l'investissement étranger, les licences commerciales, la propriété intellectuelle, la politique de la concurrence et d'autres questions connexes. Le pays a fait des efforts considérables pour créer un environnement favorable à l'investissement privé, tant intérieur qu'étranger. Les investissements étrangers directs ont été libéralisés en 1995. Désormais, les investisseurs étrangers peuvent détenir 100 pour cent du capital des entreprises, sauf dans certains secteurs (comme l'immobilier et les secteurs encore contrôlés par l'État). Des incitations à l'investissement ont été mises en place, principalement dans les secteurs tournés vers l'exportation.

Cette politique est renouvelée par le DSRP en citant :

Principales réformes adoptées depuis la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel

Réformes budgétaires:

- application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (1994-2001)
- renforcement des administrations fiscale et douanière (1997-2001)
- réformes de la fonction publique (1998-2001)
- renforcement du suivi de l'exécution budgétaire (2000)

Réformes du secteur monétaire et financier

- privatisation des banques publiques (1996-99)
- indépendance de la Banque Centrale (1994)

Privatisation des entreprises publiques

- établissement des bases législatives sur la privatisation (1996)

- libéralisation des télécommunications: licence pour les opérateurs de téléphone cellulaire (1996)

- privatisation de la compagnie pétrolière (2000)

- privatisation des entreprises d'État (1988-2001)

Politique de change et de paiement:

- adoption du taux de change flottant (1994)

- libéralisation des transactions courantes (1996)

Politique commerciale:

- libéralisation de la production et de la commercialisation du café, du girofle, de la vanille et du riz (1987-1997)

- abolition du contrôle des prix (1986)

- abolition des taxes sur les exportations (1988)

- élimination des restrictions et des licences sur les importations (1988-2001)

- allègement tarifaire régional (1987-2001).

Le Madagascar Action Plan (MAP) a remplacé le DSRP pour définir le politique générale de l'économie malgache depuis 2005. Dans ce document, la politique d'incitation d'IDE est inspirée du DSRP :

L'augmentation significative de l'investissement pour favoriser la croissance (MAP, 2005, p.16)

Par le biais du conseil pour le développement économique de Madagascar (ou Economy Development Board of Madagascar. (EDBM), nous entamerons un environnement favorable afin d'accroître les investissements privés locaux attirer les IDE. Des actions pertinentes seront menées, notamment dans le secteur des industries à vocation exportatrice, les industries manufacturières, l'agrobusiness, les industries minières et le tourisme. Madagascar sera considéré comme une compagne internationale pour promouvoir un idéal d'investissement. La priorité à des projets d'infrastructure qui soutiennent les secteurs clés de l'industrie seront mis en branle. Enfin, des incitations fiscales, des réglementations et des politiques appropriées pour faciliter l'attraction, la croissance et l'expansion des industries

particulièrement dans les secteurs clés seront les maîtres mots de cette politique d'investissements.

Le pays autorisera l'accès à la propriété foncière. Par ailleurs, une loi audacieuse sur les investissements créera un système efficace d'arbitrage pour rendre exécutoire les contrats, régler les différends et assurer la sécurité des investissements. Les obstacles nuisibles seront éliminés afin d'établir le climat favorable que les investisseurs recherchent.

La vision « Madagascar naturellement », et les objectifs du millénaire pour le développement établis par les Nations Unis définissent l'orientation générale du pays à long terme.

Madagascar aura une économie à forte croissance, avec un taux de croissance atteignant entre 7 pour cent et 10 pour cent en 2012. Nous aurons un secteur privé forte et diversifié. Le gouvernement fournira les conditions fondamentales pour améliorer l'environnement des affaires. Notre nation pourra faire face aux défis de la mondialisation et capitalisera sur ses avantages compétitifs.

Des compagnies en zone France industrielle ont dû procéder à une compression du personnel suite à une compétition de la Chine et de l'Inde. La croissance économique dépendra de la performance du secteur extérieur ainsi que de la capacité de Madagascar à attirer des investissements étrangers et de sa capacité à exploiter ses ressources minières et pétrolifères.

- Parvenir à une stabilité macro-économique avec un taux d'inflation faible.
- Eliminer les déséquilibres macroéconomiques.

Depuis 2002, le gouvernement malgache a opté pour une politique de promotion des IDE comme un des moteurs de développement du pays. Pourtant, l'IDE serait faible pour un pays à fortes potentialités comme Madagascar. Le pays a accueilli seulement 85 millions USD d'IDE en 2005. Dans la même année, Madagascar a été classé au 131 rang selon les indicateurs de l'environnement des affaires, établi par la Banque Mondiale, un niveau assez bas pour un pays qui n'a eu ni trouble politique ni troubles sociaux graves. En 2006, le gouvernement a mis en place le conseil pour le développement économique de Madagascar (EDBM) pour améliorer le climat des affaires, créer une nouvelle loi sur les investissements

qui simplifiera les procédures, proposera des incitations en vue d'attirer des grandes investissements étrangers et d'encourager les industries locales.

Créer un environnement des affaires compétitif, sécuriser les investissements et le concurrence, fournir les infrastructures favorables aux investissements : énergie, zone industrielles, initier des accords internationaux pour accroître la confiance des investissements et accès aux marchés, éliminer les distorsions dans l'économie. Quels effets apporteront l'IDE à l'économie malgache si toutes les conditions de son entrée est favorable dans le pays ?

Section II : Impact de l'investissement direct à l'étranger à l'économie malgache.

Les mesures prises par le gouvernement malgache est de favoriser et de simplifier l'investissement dans le pays, surtout l'IDE. Cette section a pour objet de voir l'impacte de L'IDE à l'économie malgache en visant Effets sur l'emploi effets sur la production, effets sur le transfert de technologies, effets sur le capital humain, effets sur les investissements domestiques et effets sur le commerce extérieur.

I- Effets sur l'emploi

Les Entreprises étrangères participent à l'augmentation de l'emploi et à l'amélioration de sa qualité par l'introduction de nouvelles technologies. La situation de l'emploi créée par l'IDE découle que l'on s'intéresse aux différentes branches. D'après les rapports d'enquête effectué par l'INSTAT et la BCM, les entreprises de type « filiale » ont été les plus dynamiques. D'abord, dans l'ensemble, elles ont créé 75 pour cent de la valeur ajoutée dégagée par les entreprises à capitaux étrangers et ont occupé 65pour cent de la main d'œuvre employée par les entreprises à capitaux étrangers. Ensuite, en terme de performance, une entreprise de tel type a pu générer en moyenne 2,4 milliards d'Ariary, soit 45 pour cent supérieur au niveau de la performance moyenne des autres types d'entreprise.

En principe, trois branches sont les plus grandes consommatrices de main d'œuvre. La branche qui intervient dans l'activité de fabrication arrive en première position avec 30 148 emplois en 2004, soit 59,5 pour cent du total selon le rapport de l'INSTAT et la BCM. Prenons en exemple les zones franches car un établissement de ce type compose environ 2 000 employés. Ensuite, les entreprises de construction occupent 14,4 pour cent. Et enfin le transport et télécommunication engendrent 10,7 pour cent.

En fait, les entreprises de la zone franche ont employé la majorité de la main d'œuvre à Madagascar, soit 51 pour cent de l'emploi dans les entreprises à capitaux étrangers. Ces employés ne constituent qu'une très faible valeur ajoutée de l'ordre de 8 pour cent de l'ensemble. La majorité des entreprises de la zone franche ont exercé dans la branche activités de fabrication où le taux de valeur ajoutée est un des plus faibles.

Les emplois créés par l'IDE à Madagascar ne sont que des emplois pour de simple ouvrier. Ces ouvriers sont rémunérés à un salaire minimal ou à bon marché. Par contre, les

cadres et les techniciens sont des employés de la maison mère. Ce phénomène existe dans tous les secteurs d'activités: zone franche, entreprise de construction.

Les investisseurs profitent le salaire minimum dans le pays qui n'est qu'un revenu de subsistance pour les ménages. Par contre, ce cas est dû par la faiblesse de niveau d'instruction dans le pays. Les ouvriers ont travaillé sous pression dans quelques entreprises franches.

Il y a été également soutenu que les investissements étrangers sont insuffisamment adaptés aux besoins réels du pays. L'adoption de technique trop modernes ou un automatisme trop poussé, par une industrie privée nouvelle risque de ne créer qu'un nombre limité d'emplois et de n'apporter aucune solution aux problèmes de chômage et aux problèmes démographiques. Elle risque au contraire de les aggraver dans la mesure où, introduisant des techniques modernes, elle vient mettre en difficulté des petites entreprises locales qui employaient un nombre généralement supérieur de salariés (Durand-Reville L., 1970, p.157).

La répartition au sein des entreprises franches est caractérisée par une grande inégalité. Le salaire perçu par les cadres et les techniciens supérieurs (en moyenne 600 000 Ariary) est six fois plus grands au salaire perçu par les simples ouvriers (en moyenne 100 000 Ariary). Le revenu de ces simple ouvriers n'est qu'une revenue de subsistance, il n'y a pas de budget pour une prévision.

II- Effets sur la production

L'IDE mobilise les facteurs de production dans le pays d'accueil. D'abord, le transfert de capitaux augmente les capitaux circulant dans le pays d'accueil. Ensuite, le recrutement par les FMN mobilise le facteur travail. Enfin, l'implantation dans le territoire national marque un recours vers l'utilisation de la terre.

Le transfert de capitaux venant de l'extérieur constitue un facteur de production pour le pays d'accueil en termes de capital social. Ainsi, les bénéfices réinvestis et autres transactions augment le stock en capital dans un pays. La valeur ajoutée créée par les entreprises à capitaux étrangers a été de l'ordre de 493 milliards d'Ariary en 2005, soit une hausse de 15 pour cent en une année.

La branche des industries extractives est appelée à tirer la croissance économique à un niveau encore plus élevé dans le futur lorsque les projets d'extraction d'ilménite au Sud et de cobalt à l'Est entameront leur phase d'exploitation.

Tableau n° 04 : Produit Intérieur Brut (PIB) en terme nominal et en terme réel et taux d'inflation.

Année	PIB nominal (milliards)		PIB réel (milliards)		Croissance (%)	Inflation (%)
	Ariary	Fmg ¹	Ariary 1984	Fmg 1984		
2008	16 049	-	623	-	7,1	8,9
2007	13 760	-	582	-	6,2	9,6
2006	11 815	-	548	-	5,0	11,5
2005	10 092	-	522	-	4,6	18,3
2004	8 156	40 778	499	2 494	5,3	14,3
2003	6 779	33 885	474	2 370	9,8	2,8
2002	6 008	30 040	432	2 160	-12,7	15,2
2001	5 969	29 845	494	2 470	6,0	7,3

Source : INSTAT 2010

Le PIB ne cesse de s'accroître d'une année à une autre. Le taux négatif en 2002 est expliqué par la situation politique et économique du pays à cette époque. La politique de relance en 2003 provoque un accroissement de ce taux de moins 12,7 pour cent à 9,8 pour cent.

Les sorties des capitaux, les flux financiers en retour, contre partie de l'IDE, viendraient ainsi réduire sinon même annuler les apports initiaux. (Durand-Reville L., 1970).

Pillage du Tiers Mondes de Pierre Jallée : « *l'entreprise privée étrangère, du fait du transfert officiel ou clandestin de la plus grande partie des ses profits, n'a pas d'effet accélérateur et n'intervient pas ou que fort peut dans le processus de développement cumulatif du pays où elle travaille* » (Durand-Reville L., 1970, p.152)

Elle représente sans doute au départ un apport capital-devises, à terme, elles constitueraient un facteur d'appauvrissement et provoqueraient une aggravation inéluctable de la balance commerciale et de la balance des paiements. (Durand-Reville L., 1970, p.153).

¹ Ariary = 5 Fmg

III- Effets sur le transfert de technologies

« Les entreprises multinationales sont la principale source d'activités de recherche et de développement (R-D) dans le monde développé, et leur niveau de technologie est généralement plus élevé que celui des pays en développement » (OCDE, 2002, p.14). L'IDE entraîne des effets d'entraînements dans le territoire nationale comme les l'amélioration de système de communication par la mis en place de réseau téléphonique, le transfert de savoir faire etc. La croissance économique s'est accélérée en 2008 (7,1 %, contre 6,2 % en 2007), tirée par la bonne performance des secteurs primaire et tertiaire et soutenue par l'accélération des investissements. . Les entreprises multinationales fournissent généralement une assistance technique, une formation et diverses informations pour améliorer la qualité des produits des fournisseurs.

Les entreprises franches sont presque concentrées dans la Région d'Analamanga avec une proportion de neuf entreprises franches sur dix. Selon le BIT (2007) le choix d'installation dans la capitale découle principalement du niveau de développement des infrastructures et de la disponibilité d'une main d'œuvre abondante à qualification acceptable par rapport aux autres régions. La proximité des services centraux pouvant faciliter la rapidité des décisions entre également en ligne de compte.

Tableau n°05 : Répartition géographique de l'implantation des entreprises franches.

Région	En %
DIANA	2,0
Amoron'i Mania	0,5
Haute Mahatsiatra	0,5
Analamanga	91,0
Vakinankaratra	2,0
Boeny	3,0
Antsinanana	1,0

Source : INSTAT 2007

L'IDE entraîne des effets d'externalité positive, d'après les théories ci-dessus, mais par contre, des effets d'externalité négative sont aussi générés par l'existence de l'IDE à Madagascar. La construction des buses sous terrain pour transporter les produits d'Ambatovy vers Tamatave entraîne des grandes menaces à l'environnement. Ces buses passent par le parc national d'Andasibe, et cela entraîne une perturbation à la vie sauvage des animaux dans ce parc ainsi que la perte de l'originalité du parc.

Les effets d'entraînement des investissements miniers dans l'économie ont été de plus en plus éprouvés en 2008 ; plusieurs branches d'activité ayant élargi leurs débouchés grâce à ces grands projets. Ce projet entraîne des constructions d'infrastructures d'appui à ces grands projets miniers comme le port d'Ehoala à Fort-Dauphin.

Le transfert de technologie n'est pas automatique car la nature de la technologie limite son transfert : la technologie n'est pas un bien quantitatif.

IV-Effets sur le capital humain

Pour l'OCDE (2002), l'incidence majeure de l'IDE sur le capital humain dans les pays en développement paraît être indirecte. La population dans le pays d'accueil doit avoir un minimum d'instruction qui dépend des branches d'activité pour attirer les investisseurs.

La présence d'entreprises multinationales peut cependant avoir un utile effet de démonstration, dans la mesure où la demande de main d'œuvre qualifiée de ces entreprises permet aux autorités du pays d'accueil de savoir rapidement les qualifications recherchées. Elles doivent alors répondre à cette demande en temps utile, tout en assurant un enseignement général qui ne favorise pas implicitement des entreprises déterminées.

Pour évaluer l'effet de l'IDE dans le capital humain, on va se référer à l'évolution de l'indicateur de développement humain (IDH) à Madagascar. L'IDH, selon Madagascar RNDH (2006) est calculé à partir des 4 variables suivants :

- l'espérance de vie à la naissance,
- le taux d'alphabétisation des adultes,
- le taux de scolarisation,
- le produit intérieur brut par habitant.

Par rapport à l'IDH et selon le PNUD, les pays sont classés en 3 groupes :

- les pays à développement humain élevé correspondant à un IDH supérieur ou égal à 0,8
- les pays à développement humain moyen pour un IDH supérieur ou égal à 0,5 mais inférieur à 0,8
- les pays à faible développement humain avec un IDH inférieur à 0,5.

Depuis l'année 2002, l'IDH de Madagascar ne cesse d'augmenter mais nous ne sommes pas encore parmi les pays à développement moyen car, en 2005 l'IDH est de 0,527 dont 0,479 en 2002. Cet accroissement d'IDH est dû à l'amélioration de taux de scolarité. Ce domaine n'est pas visé directement par l'IDE. Pour 2005, l'IDH de Madagascar est évalué à 0,527; ce qui correspond aux référentiels quantitatifs suivants :

- l'espérance de vie à la naissance de la population est estimée à 54,7 ans;
- le taux brut de scolarisation calculé pour tous les niveaux confondus (primaire, secondaire, supérieur) s'élève à 68,9% ;
- le taux d'alphabétisation est évalué à 73,1% ;
- le PIB réel par habitant calculé en « parité de pouvoir d'achat (PPA) » est de 905 US dollars.

Les ouvriers dans les entreprises de zone franche ont travaillé sous pression, avec des conditions défavorables. La quasi-totalité des ouvriers dans des entreprises franches n'ont pas un niveau d'instruction. Leurs employeurs les profitent à cet effet dans le calcul des heures supplémentaires, la majoration, cotisation et prestation sociale etc. En tous, les droits des employés ne sont pas respectés. Par contre, le plein emploi figurant parmi les objectifs du MAP pour la promotion de l'emploi vise à garantir les droits fondamentaux des travailleurs et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Le système d'édition à Madagascar n'est pas adapté à l'IDE, à vraie dire l'IDE à Madagascar se concentre surtout dans le textile et la filière minière. La formation dans ces filières est insuffisante ou même n'existe pas (textile)

V- Effets sur les investissements domestiques

L'IDE peut encourager le développement des entreprises dans les pays d'accueil. Les entreprises locales ont constaté des gains d'efficience sans lien véritable avec l'entreprise directement concernée par des effets de démonstration en technologie et du capital humain.

La privatisation est l'une des conditions du PAS et marque l'entrée des capitaux étrangers dans le pays. Ce phénomène provient la monopolisation des certaines activités par des investisseurs étrangers car les opérateurs malgaches n'est pas encore dans le stade de la transaction en terme financier. La meilleure stratégie de privatisation consiste vraisemblablement à lier l'opération à l'ouverture des marchés à une plus grande concurrence (OCDE, 2002).

L'IDE traduit une concurrence déloyale pour les entreprises locales car les FMN utilisent des techniques sophistiqués, dans ce cas, ils peuvent faire une économie d'échelle. A cet effet, les firmes ont une tendance à monopoliser les marchés locaux. Ce sont eux qui fixent le prix sur le marché.

Les FMN sont plus efficaces et très compétitives, elles peuvent écarter ou éliminer les firmes locales dans une situation de libre concurrence (CROWDING-OUT EFFECTS).

La majorité des entreprises à capitaux étrangers à Madagascar est formée par des entreprises de zone franche, notamment, en textile. Le processus de production de ces entreprises franches n'a pas de lien direct avec les entreprises locales. Plus précisément, ses matières premières (fil, etc.) sont exportées. Or, les entreprises franches sont dominées par la branche textile et confection représentant autour de 70% du total des exportations malgaches. Ce phénomène est présenté par le tableau ci-dessous :

Tableau n° 06 : Evolution des proportions des produits exportés par les Entreprises Franches pour la période 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
Crevettes et crustacés	36%	29%	10%	14%	15%
Textiles et vêtements	39%	55%	76%	74%	70%
Autres	25%	16%	14%	12%	15%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Source : INSTAT 2007

VI-Effets sur le commerce extérieur

1- Les importations

Le rapport de la BCM 2008 annonce une augmentation de biens d'équipement des gros investissements dans le secteur minier, le volume d'importation» a augmenté de 136,5 pour cent en 2008. Les matières premières et des biens de consommations ont connu une hausse respective de 40,8 pour cent et de 34,7 pour cent. Ce rapport affirme aussi que les importations des produits pétroliers ont également augmenté de 9,0 pour cent.

2- Les exportations

En 2008, la valeur nominale des exportations du pays a atteint 823,8 millions de DTS, contre 808,2 millions de DTS en 2007, soit une hausse de 1,9 pour cent (BCM, 2008). Cette évolution vient des exportations des produits pétroliers, de minerai de chrome, des Entreprises de la Zone Franche, et des produits de la catégorie.

La performance des zones franches industrielles a été diminuée à cause des facteurs internes et externes. Sur le plan externe, cette baisse de la croissance des entreprises franches se justifie par la diminution de la demande mondiale liée aux difficultés d'écoulement des stocks dans les pays de la zone euro, ainsi que la concurrence de plus en plus poussée des exportations de textiles en provenance de l'Egypte. Sur le plan interne, cette baisse peut

s'expliquer par l'appréciation de l'Ariary qui affecte les recettes des entreprises franches (BCM, 2008).

L'IDE constitue une énorme source de finance publique, son encouragement se fait dans le but de faire face à l'insuffisance de l'épargne nationale, aux inconvénients du recours aux autres sources de financement génératrices de dettes et au déficit de la balance des opérations courantes. L'IDE produit d'effets très significatifs du déséquilibre macro-économique (inflation) (Ramalahy M.I.Z., Rajaomarison L., 2008, p.26).

Les autorités des pays d'accueil doivent également prendre en compte l'incidence à court et moyen terme de l'IDE sur le commerce extérieur, surtout lorsque leur balance courante est soumise à des tensions, et ils doivent parfois se demander si certaines des transactions des entreprises à capital étranger avec leurs sociétés mères risquent de diminuer les réserves extérieures (OCDE, 2002).

Les liens historiques de Madagascar à la France dominent dans toutes les activités économiques de Madagascar, à l'exemple de l'importance du volume de stock d'IDE de la France. En ce qui concerne le commerce extérieur, la France est le premier partenaire. Au plan général, les grandes masses des échanges restent plutôt stables, avec une prédominance historique de la France, une part prépondérante des recettes d'exportations liées aux entreprises franches (textile et crevettes), ainsi qu'aux matières premières agricoles (Ubifrance, 2007).

L'exportation des produits bruts caractérise la pauvreté du pays. Ces produits doivent faire l'objet d'un effet d'entraînement à des autres entreprises de transformation. Madagascar est pris dans cette situation dans l'extraction minière. Les produits de Dynatec et QMM doivent être utilisés par au moins quatre entreprises de transformation afin de créer des produits finis ou manufacturés.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objet de déterminer la part de l'IDE dans la croissance. Les pays en voie de développement sont entrés dans une concurrence et de zone de libre échange pour attirer les flux d'IDE sur leur territoire. L'idée de cette ouverture est de favoriser la création d'emploi, l'accumulation du capital, le transfert de technologies dans les tissus industriels local, amélioré le commerce extérieur etc.

L'IDE à Madagascar est caractérisé par l'abondance en ressources naturelles (produit minier, etc.) ainsi que la main d'œuvre à bon marché. La contribution de l'IDE dans la croissance à Madagascar n'est pas dominant dans tous les secteurs. C'est dans le secteur secondaire (textile, minier, etc) où la compétence et le niveau d'instruction n'est pas forcément utilisé.

L'adéquation de l'IDE dans un pays n'est pas forcément automatique. L'IDE nécessite des conditions posées par les investisseurs comme le niveau d'instruction, l'infrastructure, l'environnement socioéconomique etc. du pays d'accueil.

L'IDE peut être constitué des enjeux dans le pays d'accueil à savoir la pollution. L'épuisement des ressources est susceptible de créer une contrainte pour le développement durable. La capacité et le mode de production des entreprises étrangères entraînent des concurrences déloyales avec les entreprises locales.

BIBLIOGRAPHIE

- Bognar J., Kemenes., 1968, *Etudes sur les pays en voie de développement*, éd. Budapest, Vienne, 26p.
- BCM et INSTAT, 2005, « Investissements directs étrangers et de portefeuille à Madagascar année 2002-2004 » in *Rapport d'analyse : Enquête sur l'investissement étranger à Madagascar*, BCM, Antananarivo, 40p.
- BCM et INSTAT, 2006, « Investissements directs étrangers et de portefeuille à Madagascar année 2004-2005 » in *Rapport d'analyse : Enquête sur l'investissement étranger à Madagascar*, BCM, Antananarivo, p.44.
- BCM et INSTAT, 2007, « Investissements directs étrangers et de portefeuille à Madagascar année 2005-2006 » in *Rapport d'analyse : Enquête sur l'investissement étranger à Madagascar*, BCM' Antananarivo, 37p.
- BCM et INSTAT, 2007, « Investissements directs étrangers et de portefeuille à Madagascar année 2006-2007 » in *Rapport d'analyse : Enquête sur l'investissement étranger à Madagascar*, BCM' Antananarivo, 48p.
- BCM et INSTAT, 2008, « Investissements directs étrangers et de portefeuille à Madagascar année 2007-2008 » in *Rapport d'analyse : Enquête sur l'investissement étranger à Madagascar*, BCM' Antananarivo, 36p.
- Durand-Reville L., 1970, *les investissements privés au service du Tiers-Monde*, éd. France-Empire, France, 368p.
- Gouvernement Malgache, 2003, *document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)*, Gouvernement Malgache, Antananarivo, 141p.
- Greenwald D., 1988, *Encyclopédie économique*, éd. Economica, Paris, 1223p.
- Lacroix R., 1970, *Pour une théorie de l'investissement direct étranger dans l'industrie manufacturière*, éd. Vander, Louvain, 268p.
- Maury R., Guin J., 1984, *Economie Politique*, éd. Sirey 7è édition, Bordeaux, 490p.
- OCDE, 2002, « optimiser les avantages minimiser les coûts » in *L'investissement direct étranger au service du développement*, N° 81838/ 2002, les éditions de l'OCDE, Paris, 38p.

- Ramalahy M. I. Z., Rajamarison L., 2008, « Etude sur la promotion d'investissement à Madagascar », in *Cahier de Recherches en Analyse Economique*, N° 12/2008, CREAM, Antananarivo, 48p.
- Ricardo D., 1819, *Traité d'économie politique et de l'impôt*, Ed. Flammarion, Paris, 516p.
- Smith A., 1776, *Essai sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Ed. Gallimard, Paris, 589p.
- Teulon F., 2002, *La nouvelle économie mondiale*, éd. puf, Paris, 448p.
- www.banquecentrale.mg
- www.banquemondiale.org
- www.oecd.org

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	1
Section I : Elément contextuel.....	2
Section II : Problématique.....	2
Section IV : Plan du mémoire	4
Chapitre I L'INVESTISSEMENT DIRECT A L'ETRANGER : Revues de littérature	5
Section I : Théorie sur l'investissement direct étranger et la croissance économique.	6
I- La croissance économique	6
II- Notion sur l'investissement.....	7
III- L'investissement étranger	8
1- L'investissement de portefeuille.....	8
2- L'investissement direct étranger.....	9
Notion sur l'IDE.....	9
Détermination d'IDE.....	10
Condition d'intégrité d'IDE	15
Section II : L'investissement direct étranger et les variables de la croissance économique.	17
I- L'IDE vis-à-vis du pays d'accueil.....	17
1- L'IDE et l'emploi	17
2- L'IDE et le facteur de production.....	18
3- L'IDE et le transfert de technologies.....	18
4- IDE et le capital humain	20
5- IDE et les investissements domestiques	21
6- IDE et le commerce extérieur.....	21
II- L'IDE vis-à-vis de l'investisseur et son pays d'origine.....	22
Chapitre II L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR.....	24
Section I : Situation de l'investissement direct étranger à Madagascar.	25
I- Vue général de l'IDE à Madagascar	25

II-	Système de l'IDE à Madagascar.....	25
III-	L'évolution de l'IDE à Madagascar	26
IV-	Origine des capitaux d'IDE.....	28
V-	La situation économique de Madagascar.....	29
VI-	Politique d'IDE à Madagascar.....	29
Section II : Impact de l'investissement direct à l'étranger à l'économie malgache.		35
I-	Effets sur l'emploi.....	35
II-	Effets sur la production	36
III-	Effets sur le transfert de technologies	38
IV-	Effets sur le capital humain	39
V-	Effets sur les investissements domestiques.....	41
VI-	Effets sur le commerce extérieur	42
1-	Les importations	42
2-	Les exportations.....	42
CONCLUSION		44
BIBLIOGRAPHIE		46
TABLE DES MATIERES.....		49

Nom : ANDRINAIVO

Prénom : Fenomanana

Titre : INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET CROISSANCE ECONOMIQUE :
LE CAS DE MADAGASCAR (2002-2007)

Nombre de pages : 51

Tableau : 06

Résumé

L'insuffisance des capitaux dans un pays constitue un blocage aux investissements. Face à ce problème, certains pays ont pour objectif de mobiliser l'épargne internationale, notamment à travers l'IDE. Ce dernier est l'un des stratégies pour soutenir le développement économique et la croissance d'un pays en voie de développement.

L'IDE a une importance inéluctable grâce à ses effets d'externalités aux entreprises domestiques, et aussi dans les effets d'entraînement qu'il exerce sur l'ensemble de l'économie du pays d'accueil. Ces avantages nets de l'IDE ne sont pas automatiques. A cet effet, Ce mémoire a pour objet d'étudier l'influence des IDE sur la croissance économique du pays en particulier Madagascar.

Mots clés : Croissance économique, investissement, externalités, pays d'accueil.

Encadreur : M. RAKOTOVAO Heriniaina Andriananja

Adresse de l'auteur : Cité Universitaire Centre d'Accueil Ambohipo Porte 129 A₁
Antananarivo 101